



CHAPITRE 110

Loi modifiant la charte de la ville de
Baie Comeau

[Sanctionnée le 21 février 1957]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Baie Comeau a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 120, modifié par les lois 3 George VI, chapitre 123, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 94, soit de nouveau modifiée;

Qu'au moment de sa constitution en corporation, la ville de Baie Comeau avait obtenu des pouvoirs qui n'ont plus d'application;

Que l'établissement récent, dans les limites de la ville de Baie Comeau, des usines de Canadian British Aluminium Co. Ltd., modifie la situation;

Qu'il y a lieu d'annexer au territoire actuel de la ville de Baie Comeau, un territoire non organisé;

Que la ville de Baie Comeau a besoin de revenus additionnels, pour répondre aux besoins nouveaux provenant d'un développement rapide et important;

Qu'à l'occasion, il s'impose également de reviser l'entente fiscale existante entre la ville, Quebec North Shore Paper Company et faire une entente fiscale avec Canadian British Aluminium Co. Ltd.;

Que par une résolution, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1956, le conseil pour la municipalité de la ville de Baie Comeau, dans le comté de Saguenay, a fixé pour une période de dix (10) ans, à compter du premier janvier 1958, l'évaluation des biens imposables de Quebec North Shore Paper Company, ses

CHAPTER 110

An Act to amend the charter of the town
of Baie Comeau

[Assented to, the 21st of February, 1957]

Preamble.

WHEREAS the town of Baie Comeau has, by its petition, represented that it is necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 120, amended by the acts 3 George VI, chapter 123, and 1-2 Elizabeth II, chapter 94, be again amended;

That at the time of its incorporation, the town of Baie Comeau was granted powers that no longer apply;

That the recent establishment within the limits of the town of Baie Comeau, of the mills of the Canadian British Aluminium Co. Ltd., changes the situation;

That it is expedient to annex an unorganized territory to the present territory of the town of Baie Comeau;

That the town of Baie Comeau needs additional revenues to meet the new requirements arising from its rapid and important development;

That in such case it is also necessary to revise the fiscal agreement between the town and Quebec North Shore Paper Company and to make a fiscal agreement with Canadian British Aluminium Co. Ltd.;

That the council of the municipality of the town of Baie Comeau, in the county of Saguenay, by a resolution dated the twenty-fourth day of October, 1956, fixed, for a period of ten (10) years as from the first of January, 1958, the valuation of the taxable property of Quebec North Shore Paper Company, its

successors and assigns, possessed for industrial purposes in the town of Baie Comeau, at six millions, sur lesquels ladite compagnie sera taxée pour fins municipales et scolaires;

Que par la même résolution, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1956, le conseil pour la municipalité de la ville de Baie Comeau, dans le comté de Saguenay, a fixé pour une période de dix (10) ans, à compter du premier janvier 1958, l'évaluation des biens imposables de Canadian British Aluminium Co. Ltd., ses successeurs et ayants droit, possédés pour fins industrielles dans la ville de Baie Comeau, pour les sommes et pour les périodes fiscales successives, comme suit:

Du premier janvier 1958 au
31 décembre 1958. 6,000,000.

Du premier janvier 1959 au
31 décembre 1959. 8,000,000.

Du premier janvier 1960 au
31 décembre 1967. 9,000,000.;

Que ce système d'évaluation assure la stabilité de l'impôt foncier pour fins municipales et scolaires à Baie Comeau et est de nature à maintenir la bonne entente avec Quebec North Shore Paper Company et Canadian British Aluminium Co. Ltd., dont le développement récent est de nature à assurer le progrès de la municipalité et de ses habitants;

Qu'il est à propos d'annexer le territoire ci-après décrit au territoire de la ville de Baie Comeau tel que décrit à l'article 2 de la loi 1 George VI, chapitre 120;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion.

1. Cette partie du lit et des eaux du fleuve Saint-Laurent dont le périmètre se décrit comme suit: partant du point le plus au nord-est du bloc P' du canton de Lafleche; de là, successivement une ligne droite dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'au coin nord-est du lot en eau profonde numéro 4 (lot du gouvernement fédéral); la ligne nord dudit lot numéro 4 et du bloc L dans une direction astronomique N.78°37'O. sur une distance de 19.47 chaînes jusqu'à la ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent et enfin ladite

successors and assigns, possessed for industrial purposes in the town of Baie Comeau, at six million dollars, upon which the said company will be taxed for municipal and school purposes;

That by the same resolution dated the twenty-fourth day of October, 1956, the council of the municipality of the town of Baie Comeau, in the county of Saguenay, fixed, for a period of ten (10) years as from the first of January, 1958, the valuation of the taxable property of Canadian British Aluminium Co. Ltd., its successors and assigns, possessed for industrial purposes in the town of Baie Comeau, at the following sums and successive fiscal periods:

From the first of January, 1958
to the 31st of December, 1958 6,000,000.

From the first of January, 1959
to the 31st of December, 1959 8,000,000.

From the first of January, 1960
to the 31st of December, 1967 9,000,000.;

That such valuation system assures the stability of real estate taxation for municipal and school purposes at Baie Comeau, and is such as to preserve good relations with Quebec North Shore Paper Company and Canadian British Aluminium Co. Ltd., whose recent development is of a nature to ensure the progress of the municipality and its inhabitants;

That it is accordingly expedient to annex the territory hereinafter described to the territory of the town of Baie Comeau, as described in section 2 of the act 1 George VI, chapter 120;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. That part of the bed and waters of the St. Lawrence river of which the perimeter is described as follows: starting from the northeasternmost point of block P' of the township of Lafleche; thence, successively, a straight line in the St. Lawrence river to the northeastern corner of deep water lot number 4 (a lot of the Federal Government); the northern line of the said lot number 4 and of block L in an astronomical direction N.78°37'W. a distance of 19.47 chains to the low-water mark of the St. Lawrence river,

Annexation.

ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent, faisant la limite est du bloc P', en allant vers le nord jusqu'au point de départ, est annexée à la ville de Baie Comeau.

and finally the said low-water mark of the St. Lawrence river, being the eastern line of block P, towards the north, to the starting point, is annexed to the town of Baie Comeau.

1937,
c. 120,
a. 2, remp. **2.** L'article 2 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

Territoire. **"2.** Le territoire de la ville de Baie Comeau situé en partie dans le canton de Laflèche et en partie dans le fleuve Saint-Laurent est compris dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne ouest du bloc C avec la rive du fleuve Saint-Laurent au fond d'une petite baie à une distance rectiligne d'environ 90 chaînes à l'ouest de l'embouchure de la Rivière à la Chasse; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la rive du fleuve Saint-Laurent en allant vers l'ouest jusqu'à l'axe de la rivière Amédée; ledit axe de la rivière Amédée jusqu'au côté ouest de la route nationale; ledit côté ouest de la route nationale en allant vers le sud et le côté nord de ladite route en la suivant vers l'ouest jusqu'à la ligne ouest du bloc X; cette dernière ligne se prolongeant dans la ligne ouest du bloc W; la ligne nord du bloc W jusqu'à la ligne ouest du bloc 2; ladite ligne ouest du bloc 2 et la ligne nord du même bloc jusqu'à la ligne ouest du bloc K; ladite ligne ouest du bloc K; le prolongement de cette dernière ligne dans la direction nord astronomique sur une longueur de 117.84 chaînes; une ligne dans la direction est astronomique jusqu'à son point d'intersection avec la ligne de contour à la cote 200 pieds; de là, dans une direction générale nord-est le long de la ligne de cote 200 pieds du côté nord-ouest du Lac à la Chasse jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du bloc 5; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest du bloc 5 jusqu'à une ligne de direction astronomique ouest originant au coin ouest du bloc H; la dernière ligne nommée en la suivant dans la direction de l'est jusqu'au coin ouest du bloc H; la ligne nord-ouest, la ligne est et partie de la ligne sud-est du bloc H jusqu'à l'axe de la Rivière aux Anglais; ledit axe de la Rivière aux Anglais en descendant son cours et son prolongement jusqu'à la ligne de

2. Section 2 of the act 1 George VI, chapter 120, is replaced by the following: <sup>1937,
c. 120,
s. 2,
replaced.
Territory.</sup>

"2. The territory of the town of Baie Comeau, situated partly in the township of Laflèche and partly in the St. Lawrence river, is comprised within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the western line of block C with the bank of the St. Lawrence river at the head of a small bay at a distance in a straight line of about 90 chains west of the mouth of Rivière à la Chasse; thence, successively, the following lines and boundaries: the bank of the St. Lawrence river towards the west to the center of the Amédée river; the said center of the Amédée river to the west side of the Provincial highway; the said west side of the Provincial highway towards the south and the north side of the said highway, along the latter, towards the west, to the western line of block X; the latter line extended to the western line of block W; the northern line of block W, to the western line of block 2; the said western line of block 2 and the northern line of the same block to the western line of block K; the said western line of block K; the extension of such latter line in a northerly astronomical direction, a distance of 117.84 chains; a line in an easterly astronomical direction to its point of intersection with the 200 foot contour line; thence, in a general northeasterly direction, along such 200 foot contour line on the northwestern side of Lac à la Chasse to the extension of the northwestern line of block 5; the said extension and the said northwestern line of block 5 to a line in a westerly astronomical direction starting from the western corner of block H; along the last mentioned line in an easterly direction to the western corner of block H; the northwestern line, the eastern line and a part of the southeastern line of block H to the center of the Rivière aux Anglais; the said center of the Rivière aux Anglais

basse marée du fleuve Saint-Laurent; ladite ligne de basse marée du côté sud-ouest de la Baie des Anglais jusqu'au coin nord-est du bloc P'; une ligne droite dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'au coin nord-est du lot en eau profonde numéro 4 (lot du gouvernement fédéral); la ligne est et la ligne sud-est dudit lot numéro 4 jusqu'au coin nord-est du bloc R; une ligne brisée limitant à l'est le bloc R et une partie du bloc P jusqu'à un point de la ligne de basse marée dans le prolongement de la ligne nord du lot A rang 1; et enfin ladite ligne de basse marée dans les directions sensiblement sud et ouest en front du bloc P, du bloc Larue et du bloc C pour revenir au point de départ. Il comprend en plus l'île faisant partie du bloc E et toutes les îles situées dans le fleuve Saint-Laurent, à proximité et vis-à-vis d'icelui."

downstream, and its extension to the low-water mark of the St. Lawrence river; the said low-water mark on the southwestern side of the Baie des Anglais to the northeastern corner of block P; a straight line in the St. Lawrence river to the northeastern corner of deep water lot number 4 (a lot of the Federal Government); the eastern line and the southeastern line of the said lot number 4 to the northeastern corner of block R; a broken line bounding on the east block R and a part of block P to a point at low-water mark on the extension of the northern line of lot A, range I; and finally the said low-water mark in a general southerly and westerly direction in front of block P, block Larue and block C, to return to the starting point. It shall also comprise the island forming part of block E, and all the islands situated in the St. Lawrence river, near and opposite such territory."

1937,
c. 120,
a. 5, remp. **3.** L'article 5 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

Quartiers. **"5.** La ville ne comprendra qu'un seul quartier, mais le conseil pourra jusqu'au 31 décembre 1962, le diviser en plusieurs quartiers de la manière ci-après prescrite."

S.R.,
c. 233,
a. 31,
remp.
pour la
ville. **4.** L'article 31 de la Loi des cités et villes est remplacé jusqu'au 31 décembre 1962, pour la ville de Baie Comeau, par le suivant:

Division
en quar-
tiers. **"31.** Le conseil pourra, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, à compter du premier janvier 1957, diviser la ville en plusieurs quartiers, en augmenter le nombre, reviser les limites en quartiers, afin d'assurer une représentation équitable à tous les secteurs de la ville."

1937,
c. 120,
a. 6, ab. **5.** L'article 6 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

Id., a. 7,
ab. **6.** L'article 7 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

Id., a. 8,
ab. **7.** L'article 8 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

3. Section 5 of the act 1 George VI, 1937,
c. 120,
chapter 120, is replaced by the following:
s. 5,
replaced.

"5. The town shall comprise but one Ward, but the council may, until the 31st of December, 1962, divide it into several wards in the manner hereinafter prescribed."

4. Section 31 of the Cities and Towns R.S.,
c. 233,
Act is replaced until the 31st of December, s. 31,
1962, for the town of Baie Comeau, by the replaced
following: for town.

"31. The council may, by by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council, as from the first of January, 1957, divide the town into several wards, increase the number thereof, and alter the boundaries of the wards, in order to secure a fair representation in all parts of the town."

5. Section 6 of the act 1 George VI, 1937,
c. 120,
chapter 120, is repealed.
s. 6,
repealed.

6. Section 7 of the act 1 George VI, Id., s. 7,
chapter 120, is repealed. repealed.

7. Section 8 of the act 1 George VI, Id., s. 8,
chapter 120, is repealed. repealed.

1937,
c. 120,
a. 9, remp.

8. L'article 9 de la loi 1 George VI, chapitre 120 est remplacé, pour la ville de Baie Comeau, par le suivant:

8. Section 9 of the act 1 George VI, 1937, chapter 120 is replaced, for the town of Baie Comeau, by the following: R.S., c. 120, s. 9, replaced.

S.R.,
c. 233,
a. 47,
remp.
pour la
ville.
Compo-
sition.

"9. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Baie Comeau, par le suivant:

"9. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Baie Comeau, by the following: R.S., c. 233, s. 47, replaced for town.

"47. Le conseil municipal sera composé d'un maire et de sept échevins élus pour la période et de la manière ci-après prescrite."

"47. The municipal council shall be composed of a mayor and seven aldermen elected for the period and in the manner hereinafter prescribed." Composition.

1937,
c. 120,
a. 10,
remp.

9. L'article 10 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

9. Section 10 of the act 1 George VI, 1937, chapter 120, is replaced by the following: R.S., c. 120, s. 10, replaced.

S.R.,
c. 233,
ss. 48, 49,
remp.
pour la
ville.
Maire.

"10. Les articles 48 et 49 de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la ville de Baie Comeau, par les suivants:

"10. Sections 48 and 49 of the Cities and Towns Act are replaced, for the town of Baie Comeau, by the following: R.S., c. 233, ss. 48, 49, replaced for town.

"48. Le maire est élu pour trois ans, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté.

"48. The mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted. Mayor.

Échevins.

"49. Les échevins sont élus pour une période de trois ans, au nombre, dans chaque quartier déterminé en la charte par la majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté.

"49. The aldermen, in such numbers for each ward as may be fixed by the charter, shall be elected, for a period of three years by the majority of the municipal electors of the ward who have voted. Aldermen.

Sièges.

En outre des cinq (5) sièges déjà existants et numérotés 1, 2, 3, 4 et 5, pour les échevins en office, il y aura, à partir du premier jour juridique de février 1959, deux autres sièges, numérotés 6 et 7.

In addition to the five (5) seats already existing and numbered 1, 2, 3, 4 and 5, for the aldermen in office, there shall be, from and after the first juridical day of February, 1959, two more seats numbered 6 and 7. Seats.

Terme du
maire.

Le terme du maire régulièrement élu et présentement en office expirera en 1958.

The term of office of the mayor regularly elected and presently in office shall end in 1958. Term of mayor.

Terme des
échevins.

Les cinq échevins régulièrement élus et présentement en office respectivement aux sièges numéros 1, 2, 3, 4 et 5, termineront le terme d'office de quatre ans, pour lequel ils ont été élus et qui expirera respectivement en 1958 pour les sièges numéros 1, 2 et 3 et en 1960 pour les sièges numéros 4 et 5.

The five aldermen regularly elected and presently in office respectively for seats numbers 1, 2, 3, 4 and 5 shall complete the four year term of office for which they were elected, and which will end respectively in 1958 as to seats numbers 1, 2 and 3, and in 1960 as to seats numbers 4 and 5. Term of aldermen.

Date de
l'élection.

Le premier jour juridique de février 1958, une élection aura lieu pour élire un maire et trois échevins soit un au siège numéro 1, un au siège numéro 2 et l'autre au siège numéro 3.

On the first juridical day of February, 1958, an election shall be held to elect a mayor and three aldermen, that is one for seat number 1, one for seat number 2 and the other for seat number 3. Date of election.

Idem.

Le premier jour juridique de février 1959, une élection aura lieu pour élire un échevin à chacun des sièges 6 et 7 et

On the first juridical day of February, 1959, an election shall be held to elect an alderman for each of seats 6 and 7, and Idem.

porter ainsi le nombre total des échevins en office à sept (7).

Date de l'élection.

Le premier jour juridique de février 1960, aura lieu une élection pour élire un échevin à chacun des sièges numéros 4 et 5.

Élection annuelle.

A chaque premier jour juridique de février à compter de l'année 1961, aura lieu, une élection à laquelle seront respectivement élus un maire et trois échevins aux sièges numéros 1, 2 et 3 ou deux échevins aux sièges numéros 6 et 7 ou deux échevins aux sièges numéros 4 et 5, selon le cas, de façon qu'il y ait toujours le nombre total de sept (7) échevins en office, en conformité avec la présente loi."

so bring the total number of aldermen in office to seven (7).

On the first juridical day of February, 1960, an election shall be held to elect an alderman for each of seats 4 and 5.

Date of election.

On each first juridical day of February, from and after the year 1961, an election shall be held to elect respectively a mayor and three aldermen for seats numbers 1, 2, and 3, or two aldermen for seats numbers 6 and 7, or two aldermen for seats numbers 4 and 5, as the case may be, so that there shall always be a total of seven (7) aldermen in office, in conformity with this act."

Annual election.

1937, c. 120, s. 11, ab.

10. L'article 11 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

10. Section 11 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

1937, c. 120, s. 11, repealed.

Id., a. 12, ab.

11. L'article 12 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

11. Section 12 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

Id., s. 12, repealed.

Id., a. 13, ab.

12. L'article 13 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

12. Section 13 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

Id., s. 13, repealed.

Id., a. 15, ab.

13. L'article 15 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

13. Section 15 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

Id., s. 15, repealed.

Id., a. 16, ab.

14. L'article 16 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

14. Section 16 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

Id., s. 16, repealed.

Id., a. 17, ab.

15. L'article 17 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

15. Section 17 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

Id., s. 17, repealed.

Id. a. 18, ab.

16. L'article 18 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

16. Section 18 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

Id., s. 18, repealed.

S.R., c. 233, s. 64, remp. pour la ville.

17. L'article 64 de la Loi des cités et villes, tel que modifié, pour la ville de Baie Comeau, par l'article 19 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

17. Section 64 of the Cities and Towns Act, as amended, for the town of Baie Comeau, by section 19 of the act 1 George VI, chapter 120, is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 64, replaced for town.

Frais de représentation, etc.

"**64.** La ville est autorisée, par résolution, à verser annuellement à même les fonds généraux de la ville, à titre de dépenses inhérentes à leur charge respective et de frais de représentation et voyages ordinaires, au maire et aux échevins une somme ne dépassant pas mille dollars et six cents dollars respectivement."

"**64.** The town is authorized to grant annually, by resolution, out of the general funds of the town, as expenses inherent in their respective offices and ordinary representation and travelling expenses, to the mayor and aldermen, a sum not exceeding one thousand dollars and six hundred dollars respectively."

Entertainment expenses, etc.

1937, c. 120, s. 23, remp.

18. L'article 23 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

18. Section 23 of the act 1 George VI, chapter 120, is replaced by the following:

1937, c. 120, s. 23, replaced.

S.R.,
c. 233,
a. 108,
rempl.
pour la
ville.
Gérant.

"23. L'article 108 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Baie Comeau, par le suivant:

"108. Le conseil doit, par résolution, nommer un officier appelé "gérant", qui sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter; ce gérant devra être citoyen canadien."

"23. Section 108 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town of Baie Comeau, by the following:

"108. The council shall, by resolution, appoint an officer called "manager" who shall be the executive officer of the municipality, whose duties shall be to supervise and direct, under the control of the council, the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out. Such manager must be a Canadian citizen."

R.S.,
c. 233,
s. 108,
replaced
for town.
Manager.

S.R.,
c. 233,
a. 109,
am. pour
la ville.

19. Les paragraphes 4°, 8° et 11° de l'article 109 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la ville de Baie Comeau, par l'article 24 de la loi 1 George VI, chapitre 120, sont remplacés par les suivants:

Devoirs
et pou-
voirs du
gérant.

"4° Fixer les salaires et les émoluments de tous les officiers et employés nommés par lui; mais tous les salaires et les émoluments excédant trois mille six cents dollars par année devront être approuvés par le conseil, et, s'ils ne sont ainsi approuvés, la municipalité ne sera pas tenue de les payer;

"8° Examiner les comptes dont le paiement est réclamé de la municipalité et, s'ils sont exacts, après leur vérification par le secrétaire-trésorier, en approuver le paiement par ce dernier et en faire rapport au conseil;"

"11° Préparer avec l'officier en chef de chaque département ou l'officier chargé d'un service dans l'administration, les plans et devis des travaux qui doivent être donnés à l'entreprise les soumettre au conseil pour approbation rédiger les avis demandant les soumissions et les faire publier par le secrétaire-trésorier;"

19. Paragraphs 4, 8 and 11 of section 109 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town of Baie Comeau, by section 24 of the act 1 George VI, chapter 120, are replaced by the following:

"4. To fix the salaries and compensation of all officers and employees appointed by him, provided that all salaries and compensation amounting to over three thousand six hundred dollars annually shall be approved by the council, and, unless so approved, the municipality shall not be bound to pay the same;

"8. To examine the accounts, payment whereof is claimed from the municipality, and, if they are correct, after they have been verified by the secretary-treasurer, approve the same for payment by him and make a report thereof to the council;"

"11. To prepare, with the chief officer of each department or the officer in charge of any service in the administration, the plans and specifications for the work to be given by contract, submit the same to the council for approval, draw up the notices calling for tenders and have them published by the secretary-treasurer;"

R.S.,
c. 233,
s. 109,
am. for
town.

Duties
and
powers of
manager.

1937,
c. 120,
a. 30,
rempl.

Assistant-
gérant.

20. L'article 30 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

"30. En entrant en fonction, tout gérant peut, avec l'approbation du conseil nommer un assistant-gérant, dont le devoir consiste à aider le gérant, sous sa surveillance et sous sa direction, et si le gérant est absent, incapable ou dans l'impossibilité de remplir ses fonctions ou si la charge du gérant devient vacante, à remplir les devoirs de cette charge avec

20. Section 30 of the act 1 George VI, chapter 120, is replaced by the following:

"30. Upon entering upon his duties, each manager may, with the approval of the council, appoint an assistant-manager, whose duties shall be to assist the manager under his direction and control, and, in case of the absence, disability or incapacity of the manager, or during a vacancy in the office of manager, to perform the duties of that office with the same rights,

1937,
c. 120,
s. 30,
replaced.
Assistant-
manager.

les mêmes droits, pouvoirs, privilèges et obligations et sous les mêmes pénalités que ceux et celles que prescrit la loi pour cette fonction."

powers and privileges and under the same obligations and penalties as those prescribed for such office."

1937,
c. 120,
a. 31, ab. **21.** L'article 31 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

21. Section 31 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed. 1937,
c. 120,
s. 31,
repealed.

Id., a. 32, ab. **22.** L'article 32 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

22. Section 32 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed. Id., s. 32,
repealed.

S.R.,
c. 233,
a. 128,
am. pour
la ville. **23.** L'article 128 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville de Baie Comeau, par l'article 33 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est de nouveau modifié:
a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, les mots "sujets britanniques" par les mots "citoyens canadiens";

23. Section 128 of the Cities and Towns Act replaced, for the town of Baie Comeau, by section 33 of the act 1 George VI, chapter 120, is again amended:
a. by replacing, in the second line of subsection 1, the words "British subjects" by the words "Canadian citizens";

b) en remplaçant, dans les quatorzième et quinzième lignes du deuxième alinéa du sous-paragraphe a du paragraphe 1, les mots "sujet britannique" par les mots "sujet canadien".

b. by replacing, in the last line of the second paragraph of paragraph a of subsection 1, the words "British subject" by the words "Canadian citizen".

1937,
c. 120,
a. 34,
remp. **24.** L'article 34 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

24. Section 34 of the act 1 George VI, chapter 120, is replaced by the following: 1937,
c. 120,
s. 34,
replaced.

Disposi-
tions non
applica-
bles. **"34.** Les articles 173 et 173a de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Baie Comeau."

"34. Sections 173 and 173a of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Baie Comeau." Provisions
not to
apply.

1937,
c. 120,
a. 35, ab. **25.** L'article 35 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

25. Section 35 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed. 1937,
c. 120,
s. 35,
repealed.

Id., a. 36, ab. **26.** L'article 36 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

26. Section 36 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed. Id., s. 36,
repealed.

Id.,
a. 39a, aj. **27.** La loi 1 George VI, chapitre 120 est modifiée, en ajoutant après l'article 39, le suivant:

27. The act 1 George VI, chapter 120 is amended, by adding after section 39, the following: Id., s. 39a,
added.

Règle-
ment de
construc-
tion et de
zonage. **"39a.** Sans autre formalité que l'approbation du conseil de ville, la publication du règlement en la manière ordinaire et l'approbation du ministre des affaires municipales, le conseil de la ville de Baie Comeau est autorisé avant septembre 1957, à adopter un règlement de construction et de zonage, modifiant ou remplaçant le règlement existant et ledit nouveau règlement ne pourra être amendé, modifié ou abrogé que conformément à la Loi des cités et villes."

"39a. Without other formality than approval by the town council, publication of the by-law in the ordinary manner, and approval by the Minister of Municipal Affairs, the council of the town of Baie Comeau is authorized, before September, 1957, to adopt a building and zoning by-law amending or replacing the present by-law and the said new by-law shall not be amended, altered or repealed except in conformity with the Cities and Towns Act." Building
and
zoning
by-law.

1937,
c. 120,
a. 40, ab. **28.** L'article 40 de la loi 1 George VI,
chapitre 120, est abrogé.

Id., a. 42,
ab. **29.** L'article 42 de la loi 1 George VI,
chapitre 120, est abrogé.

Id., a. 43,
ab. **30.** L'article 43 de la loi 1 George VI,
chapitre 120, est abrogé.

Id., a. 45,
ab. **31.** L'article 45 de la loi 1 George VI,
chapitre 120, est abrogé.

Id., a. 49,
remp. **32.** L'article 49 de la loi 1 George VI,
chapitre 120, remplacé par l'article 1 de
la loi 3 George VI, chapitre 123, et impli-
citement remplacé par la loi 1-2 Elizabeth
II, chapitre 94, est de nouveau remplacé
comme suit:

Évalua-
tion fixe.

"49. Nonobstant toute disposition lég-
islative inconciliable d'une loi générale
ou spéciale, l'évaluation des biens im-
posables de Quebec North Shore Paper Com-
pany, ses successeurs et ayants droit, pos-
sédés pour fins industrielles, dans la ville de
Baie Comeau, est fixée, pour une période
de dix ans, à compter du premier janvier
1958, à la somme de six millions (\$6,000,-
000.00) sur lesquels ladite compagnie
sera taxée pour fins municipales et sco-
laires."

Coût de
certains
travaux.

33. A compter du premier janvier
1957, nonobstant toute disposition légis-
lative inconciliable d'une loi générale ou
spéciale, la ville de Baie Comeau est
autorisée à répartir, en tout ou en partie,
le coût des travaux à être exécutés pour
fins de rues, d'égouts, d'aqueduc, de pa-
vage de trottoirs, sur les propriétaires
d'immeubles qui en bénéficient.

Disposi-
tions
abrogées.

34. A compter du premier janvier
1958, les dispositions de la loi 1-2 Eliza-
beth II, chapitre 94, sont abrogées.

Évalua-
tion de
certains
biens.

35. D'autre part l'évaluation des biens
imposables de Canadian British Alumi-
nium Co. Ltd., ses successeurs et ayants
droit, actuellement en construction et
possédés pour fins industrielles dans la
ville de Baie Comeau est fixée, pour une
période de dix ans, pour les sommes pour

28. Section 40 of the act 1 George VI, 1937,
chapter 120, is repealed. c. 120,
s. 40,
repealed.

29. Section 42 of the act 1 George VI, Id., s. 42,
chapter 120, is repealed. repealed.

30. Section 43 of the act 1 George Id., s. 43,
VI, chapter 120, is repealed. repealed.

31. Section 45 of the act 1 George VI, Id., s. 45,
chapter 120, is repealed. repealed.

32. Section 49 of the act 1 George VI, Id., s. 49,
chapter 120, replaced by section 1 of replaced.
the act 3 George VI, chapter 123, and
implicitly replaced by the act 1-2 Eliza-
beth II, chapter 94, is again replaced as
follows:

"49. Notwithstanding any inconsis- Fixed
tent legislative provision of any general valuation.
law or special act, the valuation of the
taxable property of the Quebec North
Shore Paper Company, its successors and
assigns, possessed for industrial purposes
in the town of Baie Comeau, shall be
fixed for a period of ten years from the
first of January 1958, at the sum of six
million (\$6,000,000.00) dollars, upon which
the said company shall be taxed for
municipal and school purposes."

33. As from the first of January, 1957, Costs of
notwithstanding any inconsistent legis- certain
lative provision of any general law or works.
special act, the town of Baie Comeau is
authorized to apportion, in whole or in
part, the cost of works to be carried out
for the purposes of streets, sewers, water-
works, paving of sidewalks, upon the
owners of the immoveable property there-
by benefited.

34. From the first of January, 1958, Provisions
the provisions of the act 1-2 Elizabeth II, repealed.
chapter 94, are repealed.

35. On the other hand, the valuation Valuation
of the taxable property of Canadian of certain
British Aluminium Co. Ltd., its successors property.
and assigns, presently under construction
and possessed for industrial purposes in
the town of Baie Comeau, shall be fixed
for a period of ten years, for the sums for

lesquelles ladite compagnie sera taxée pour fins municipales et scolaires pour les périodes fiscales successives, comme suit:

Du premier janvier 1958 au 31 décembre 1958.....	6,000,000.
Du premier janvier 1959 au 31 décembre 1959.....	8,000,000.
Du premier janvier 1960 au 31 décembre 1967.....	9,000,000.

Base des
impôts.

36. Les impôts pour fins municipales et scolaires qui devront être payés par les compagnies désignées aux articles 32 et 35, seront basés sur les taux actuels de la taxe foncière générale, même si ces taux sont baissés quant aux autres contribuables, à moins que le taux de ces impôts ne soit généralement augmenté à Baie Comeau, et cela pendant ladite période de dix ans.

1937,
c. 120,
a. 50, ab.

37. L'article 50 de la loi 1 George VI, chapitre 120, est abrogé.

Id., a. 51,
am.

38. L'article 51 de la loi 1 George VI, chapitre 120, remplacé par l'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 123, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Transport
et cession
de cer-
tains im-
meubles.

"Lors de l'organisation d'une ou plusieurs municipalités scolaires, le conseil de la ville de Baie Comeau devra, par résolution, transporter et céder gratuitement à la ou lesdites commissions scolaires ou syndicats d'école suivant le cas, les terrains, bâtisses, équipements ou meubles scolaires, en général tous biens meubles alors utilisés pour fins scolaires, pourvu toutefois que la ou lesdites commissions scolaires ou syndicats d'école, suivant le cas, assument les dettes actuellement impayées et contractées par la ville pour ces fins dans le passé."

Taxe de
vente
autorisée.

39. Le conseil de la ville de Baie Comeau peut par règlement imposer et prélever sur le territoire de la ville de Baie Comeau, de la ville de Hauterive et de la municipalité de Châte-aux-Outardes, une taxe de vente n'excédant pas deux pour cent, de même nature, établie sur la même base, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions (sauf l'huile à chauffage, la gazoline, l'électricité

which the said company shall be taxed for municipal and school purposes for the successive fiscal years, as follows:

From the first of January, 1958 to the 31st of December, 1958	6,000,000.
From the first of January, 1959 to the 31st of December, 1959	8,000,000.
From the first of January, 1960 to the 31st of December, 1967	9,000,000.

36. The taxes for municipal and school purposes to be paid by the companies designated in sections 32 and 35, shall be based on the present rates of the general real estate tax, even if such rates are lowered respecting the other ratepayers, unless the rate of such taxes be generally increased in Baie Comeau, and this during the said period of ten years.

Basis of
taxes.

37. Section 50 of the act 1 George VI, chapter 120, is repealed.

1937,
c. 120,
s. 50,
repealed.

38. Section 51 of the act 1 George VI, chapter 120, replaced by section 2 of the act 3 George VI, chapter 123, is again amended by adding the following paragraph:

Id., s. 51,
am.

"Upon the organization of one or more school municipalities, the council of the town of Baie Comeau shall, by resolution, transfer and cede gratuitously to the said school board or boards or school trustees, as the case may be, the lands, buildings, school equipment or furniture, and in general all the moveable properties then used for school purposes, provided however that the school board or boards or school trustees, as the case may be, assume the debts presently unpaid and previously contracted by the town for such purposes."

Transfer
and ces-
sion of
certain
property.

39. The council of the town of Baie Comeau may, by by-law, impose and levy, on the territory of the town of Baie Comeau, the town of Hauterive and the municipality of Châte-aux-Outardes, a sales tax not exceeding two per cent, of the same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions (except fuel oil, gasoline, electricity and telephone service), *mutatis*

Sales tax
author-
ized.

et les services de téléphone), *mutatis mutandis*, que la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Prélèvement, etc. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conventions. La corporation de la ville de Baie Comeau est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe de vente dont l'imposition est permise par la présente loi, dans la ville de Baie Comeau, dans la ville de Hauterive et dans la municipalité de Châte-aux-Outardes.

Répartition. La répartition de la taxe perçue sur les territoires des municipalités sus-mentionnées au présent article sera faite suivant les proportions établies après entente entre les corporations municipales intéressées, par résolution adoptée par chacun des conseils municipaux intéressés.

Entente requise. La taxe ne pourra cependant être imposée qu'après la réalisation d'une telle entente.

Taxe d'éducation autorisée. **40.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baie Comeau, lors de la formation d'une commission scolaire à Baie Comeau, peuvent par résolution imposer et prélever sur le territoire de La commission scolaire de Baie Comeau, de Hauterive et de Châte-aux-Outardes, à compter du premier juillet de l'année de la formation d'une telle commission scolaire, une taxe spéciale n'excédant pas un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature, établie sur la même base, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions (sauf la gasoline, l'huile à chauffage et l'électricité et aussi le service de téléphone), *mutatis mutandis*, que la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Territoire. Pour les fins de la présente loi, le territoire de La commission scolaire de la ville de Baie Comeau comprendra le même

mutandis, as the tax levied under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same way, upon the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under section 4 of the said chapter 88, of the Revised Statutes of 1941, and its amendments. **Levy, etc.**

The corporation of the town of Baie Comeau is authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the sales tax the imposition of which is authorized by this act, in the town of Baie Comeau, the town of Hauterive and the municipality of Châte-aux-Outardes. **Agreements.**

The tax collected in the territories of the municipalities mentioned above in this section shall be apportioned in the proportions established after agreement between the municipal corporations concerned, by resolution adopted by each of the municipal councils concerned. **Apportionment.**

However such tax may be imposed only after such agreement is reached. **Agreement required.**

40. The school commissioners for the municipality of Baie Comeau, when a school board is formed at Baie Comeau, may, by resolution, impose and levy in the territory of the school board of Baie Comeau, Hauterive and Châte-aux-Outardes, from and after the first of July in the year when such school board is formed, a special tax not exceeding one per cent, called education tax, of the same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions (except gasoline, fuel oil, electricity and also telephone service), *mutatis mutandis*, as the tax imposed under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments). **Education tax authorized.**

For the purposes of this act, the territory of The school board of the town of Baie Comeau shall comprise the same **Territory.**

territoire que les limites actuelles de la ville de Baie Comeau telles qu'elles existeront après la sanction de la présente loi.

Prélèvement, etc.

Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conventions.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baie Comeau sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe d'éducation dont l'imposition est permise par la présente loi, dans le territoire des commissions scolaires de Baie Comeau, de Hauterive et de Châteaux-Outardes.

Dispositions applicables.

L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

Répartition.

La répartition de la taxe perçue sur les territoires des commissions scolaires sus-mentionnées au présent article sera faite proportionnellement au nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire de chacune desdites commissions scolaires, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

Entente requise.

La taxe ne pourra cependant être imposée qu'après la réalisation d'une telle entente.

S.R., c. 233, a. 485a, aj. pour la ville.

Rôle sur fiches.

41. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Baie Comeau, en ajoutant après l'article 485, le suivant:

"485a. Le conseil de la ville pourra ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection, soit indiquée sous les initiales du secrétaire-trésorier."

territory as the present limits of the town of Baie Comeau, and as such limits will be after the sanction of this act.

The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same way, upon the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under section 4 of chapter 88, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Levy, etc.

The school commissioners for the school municipality of Baie Comeau are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the education tax the imposition of which is authorized by this act in the territory of the school boards of Baie Comeau, Hauterive and Châteaux-Outardes.

Agreements.

Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Provisions to apply.

The tax collected in the territories of the school boards mentioned above in this section shall be divided proportionately to the number of children of each of the religious denominations, Roman Catholic or Protestant respectively, residing within the territory of each of the said school boards, as determined by the census provided in section 285 of the Education Act. In case of difference of opinion in this respect the Superintendent of Education shall decide in the last resort.

Apportionment.

However such tax may be imposed only after such agreement is reached.

Agreement required.

41. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Baie Comeau, by adding after section 485, the following:

R.S., c. 233, s. 485a, added for town.

"485a. The town council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary-treasurer."

Roll on index-cards.

Biblio-
thèque et
bains
publics.

42. La ville de Baie Comeau est autorisée à verser annuellement, à Baie Comeau Community Association un octroi, n'excédant pas cinq mille dollars pour l'établissement et l'entretien de bibliothèques et bains publics dans la ville, aux conditions que le conseil prescrira.

Entrée en
vigueur.

43. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

42. The town of Baie Comeau is authorized to pay annually to Baie Comeau Community Association a grant not exceeding five thousand dollars for the establishment and maintenance of public libraries and baths in the town, upon such conditions as the council may prescribe.

43. This act shall come into force on the day of its sanction.

Public
libraries
and baths.

Coming
into force.